

Industrie : un moteur de croissance et d'avenir

Déclaration du groupe de l'Agriculture

Le rapport offre un panorama complet, et très bien documenté, sur l'appareil industriel français. L'avis affiche, par ses préconisations la volonté de donner une nouvelle dynamique pour un secteur fondamental pour notre pays. Le succès de l'agriculture dépend notamment des innovations et performances offertes par le secteur du machinisme agricole

Cette nouvelle dynamique dépend d'une transition vers des modes de production plus économes en énergie et des produits plus facilement recyclables. Elle dépend aussi d'un partage juste et équitable de la valeur ajoutée. Il faut donc encourager les entreprises industrielles à être toujours plus innovantes et attentives aux changements sociétaux.

Il faut aussi engager les différents acteurs à travailler ensemble, en particulier sur les territoires. Il en est ainsi par exemple des agro-carburants, dont le développement est lié aux machines industrielles qui sauront en faire usage. Sur ce sujet, la synergie entre tous les acteurs est un préalable nécessaire. Producteurs, chercheurs, industriels, équipementiers, utilisateurs : tous les partenaires ont intérêt à se rapprocher pour mieux s'entendre et mieux se comprendre et favoriser ainsi une dynamique productive compétitive.

Le groupe apprécie également les développements sur l'attractivité des métiers. Dans l'agriculture comme dans l'industrie, les métiers souffrent d'a priori. Pourtant, ce sont des secteurs porteurs d'emploi et d'emplois très divers. Il faut redonner aux jeunes l'envie d'y travailler. La proposition sur la promotion de la production culturelle et de l'imaginaire dans l'industrie peut constituer un excellent levier.

Enfin, et surtout, la réussite d'une politique industrielle dépend des conditions économiques, sociales et environnementales que saura imposer et faire respecter l'Europe.

Nous ne pourrions pas réussir - et c'est vrai pour tous les secteurs – sans une convergence entre États. Il faut, comme nous l'avons dit à la ministre chargée des Affaires européennes lors de sa venue au CESE, que l'Europe soit plus harmonisée, en particulier sur les politiques sociales, de coût du travail, de fiscalité et d'environnement.

Le groupe de l'agriculture a voté l'avis.